

# CHAPITRE 8 - LE SYSTÈME PARTISAN COMME « ESPACE DES POSSIBLES »

Vincent Tiberj

Florence Haegel, Partis politiques et système partisan en France

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)   « Références »
2007   pages 287 à 319
ISBN 9782724610016
Article disponible en ligne à l'adresse :
http://www.cairn.info/partis-politiques-et-systeme-partisan-en-france9782724610016-page-287.htm
!Pour citer cet article :
Vincent Tiberj, Chapitre 8 - Le système partisan comme « espace des possibles », in Florence Haegel, Partis politiques et système partisan en France, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Chapitre 8 / LE SYSTÈME PARTISAN COMME « ESPACE DES POSSIBLES »

Vincent Tiberj

Les systèmes partisans sont classiquement définis comme des systèmes de relations entre organisations. Pour les qualifier, deux principaux critères sont généralement pris en compte : le nombre de partis et leur distance les uns avec les autres<sup>1</sup>. En revanche, quand on s'intéresse aux rapports qu'entretiennent les électeurs aux partis politiques, la notion de système partisan est généralement négligée au profit du lien spécifique qui se noue entre un électeur et un parti donné. Les notions canoniques de proximité ou d'identification partisanes n'appréhendent ni la multidimensionnalité de l'espace partisan, ni les distances relatives entre partis. De plus, elles ne prennent en compte que la dimension positive des rapports aux organisations partisanes. Pourtant, envisagé du point de vue des électeurs, le système partisan est un espace complexe qui leur fournit un ensemble de repères essentiels pour se situer en politique, se forger une opinion sur des sujets compliqués et, le moment venu, faire des choix et voter. Leur perception peut alors s'ordonner autour des deux critères précédemment évoqués : le nombre de partis et la distance qui les sépare. En cela, on retrouverait chez les électeurs plusieurs liens partisans couvrant tout ou partie du système que forme l'offre politique. Nous proposons d'établir une typologie des composantes du système politique en distinguant entre partis partenaires, partis adversaires et partis ennemis.

Il y a d'abord le ou les parti(s) partenaire(s). Il s'agit des partis dont l'individu se considère politiquement proche. En leur sein se trouve éventuellement un parti préféré, celui qu'il mettra en avant

<sup>1.</sup> Voir Giovanni Sartori, Parties and Party Systems, op. cit.

dans une question de proximité partisane. Le deuxième groupe rassemble les adversaires, les partis de l'autre bord, ceux avec qui l'individu s'oppose mais avec lesquels il reconnaît partager certaines valeurs. Enfin, le troisième groupe englobe les ennemis, les partis hors de ce que chaque individu définit comme acceptable en fonction de ses préférences normatives. En soulignant la nécessaire subjectivité de l'ennemi, nous infléchissons la notion de « parti hors-système », telle qu'elle a été forgée par Giovanni Sartori<sup>2</sup>. Il les définit, en effet, comme des partis refusant idéologiquement les règles en vigueur dans une démocratie représentative et visant à remplacer le régime en place. Ici, l'ennemi est construit en fonction des représentations individuelles et non selon des critères objectifs tels que le programme ou l'idéologie que défend un parti. C'est l'individu qui détermine alors le ou les parti(s) qui se situe(nt) hors de son système de valeurs. Ces conceptions de l'ennemi, du partenaire ou de l'adversaire sont donc bien subjectives; elles peuvent varier d'un individu à l'autre en fonction des préférences idéologiques et normatives de chacun.

L'objet de cette contribution est de mettre à l'épreuve cette typologie à partir de l'analyse des perceptions que les électeurs français ont de leur système partisan. Dans un premier temps, l'analyse proposée sera restituée dans le cadre de l'évolution des approches du lien partisan, et en particulier des apports de ce que l'on pourrait appeler le « tournant cognitiviste ». Dans un deuxième temps, la thèse de l'érosion du lien partisan positif sera testée et réévaluée à partir du cas français. Dans un troisième temps, l'importance du lien négatif à un parti sera soulignée et mesurée. Enfin, dans un

quatrième temps, la vision du système partisan comme un espace des possibles sera construite à partir de l'examen de l'éventualité ou du refus de voter pour un parti.

### Le tournant cognitiviste

Quand on se penche sur l'histoire scientifique du « lien partisan », on mesure combien la conception que l'on en a dépend des paradigmes qui prévalent en psychologie, à une époque donnée. D'une certaine manière, c'est parce que le behaviorisme était le courant dominant dans les années 1950 que l'identification partisane a acquis sa centralité dans l'étude des comportements électoraux. C'est également parce que le cognitivisme est apparu dans la psychologie sociale américaine que l'identification partisane a pu être réévaluée.

Si on revient à la première définition historique de l'identification partisane, telle qu'elle a été énoncée par l'école de Michigan<sup>3</sup>, c'est une prédisposition stable, un lien affectif à une organisation politique. Ce lien non seulement entraîne un soutien électoral régulier de la part de l'individu, mais il tend à se renforcer avec l'âge, à mesure que l'histoire électorale de l'individu s'allonge. C'est également une grille de lecture du politique permettant à l'individu de se repérer dans le flot d'informations auquel il est confronté. Enfin, c'est un moyen de se mobiliser : à la manière des supporters d'un club sportif, plus les citoyens se sentent proches ou s'identifient à une organisation partisane, plus leurs chances de participer et de s'intéresser au politique s'accroissent.

<sup>3.</sup> Voir Angus Campbell, Philip Converse, Warren Miller et Donald Stokes, The American Voter, New York (N. Y.), Wiley, 1960.

Derrière cette conception de l'identification partisane, on retrouve dans une version atténuée le modèle stimulus-réponse des psychologues behavioristes<sup>4</sup>. Le concept central, à cette époque, est la notion d'attitude<sup>5</sup>, qui a des implications fortes sur la manière dont les chercheurs de l'époque utilisent l'instrument que constitue le sondage d'opinion. Les questions de sondage étaient considérées comme des moyens de révéler les préférences individuelles. L'identification partisane et son pendant français, « la proximité partisane », étaient alors appréhendées comme une prédisposition individuelle, ranimée par l'électeur à chaque fois qu'il était confronté à un message politique concordant ou dissonant avec cette prédisposition<sup>6</sup>.

<sup>4.</sup> William McGuire, «The Poly-Psy Relationship: Three Phases of a Long Affair», dans Shanto Iyengar et William McGuirre (eds), Explorations in Political Psychology, Durham (N. C.), Duke University Press, 1993, p. 9-35; Nonna Mayer, «Le béhaviorisme», dans Pascal Perrineau et Dominique Reynié (dir.), Dictionnaire du vote, Paris, PUF, 2001.

<sup>5.</sup> On peut en donner la définition suivante : « Une disposition relativement persistante à présenter une réaction organisée d'une certaine façon, c'est-à-dire à manifester un certain type de comportement motivé vis-à-vis d'un objet (ou d'une situation donnée) quand cet objet est en cause. L'attitude ainsi définie est un concept purement opératoire qui rend compte de l'organisation des comportements qui sont seuls observables. Il faut donc la construire à partir des régularités observées dans les comportements, l'inférer ou l'induire de ces comportements », voir Alain Lancelot, « L'orientation du comportement politique », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), Traité de science politique, op. cit., p. 368.

<sup>6.</sup> Elihu Katz et Paul Lazarsfeld, Personal Influence: The Part Played by People in the Flow of Mass Communications, New York (N. Y.), Free Press, 1955.

D'un point de vue systémique, l'identification partisane contribuait au soutien des électeurs au système représentatif par son aspect mobilisateur, sa dimension de simplification des alternatives politiques mais aussi de cantonnement à des pratiques conventionnelles de participation politique<sup>7</sup>. C'était aussi un des facteurs permettant une certaine stabilité gouvernementale : les partis pouvant compter sur des forces à peu près similaires d'une élection à l'autre. Pour les partis eux-mêmes, un lien partisan constituait un matelas stable de voix sur lequel s'appuyer, voire un relais d'opinion à même d'élargir l'audience des organisations politiques.

L'ère des partis, qui englobe les années 1950 et 1960 aux États-Unis, correspond bien au règne du modèle de Michigan et de ses adaptations aux autres démocraties libérales. Depuis, l'électeur aurait changé et serait devenu plus hésitant et volatil. Ainsi, aux États-Unis, l'hésitation croît régulièrement depuis les années 1950<sup>8</sup>. En France, même si l'on ne dispose pas de série temporelle d'une telle ampleur, le scrutin présidentiel de 2002 fournit une mesure du

<sup>7.</sup> On ne peut ainsi oublier le rôle tribunicien du PCF en France, qui amenait une partie des électeurs communistes dans un bureau de vote plutôt que dans d'autres types de mobilisation politique, ou de non-mobilisation, et donc contribuait à l'ancrage de la démocratie représentative française, voir Georges Lavau, À quoi sert le Parti communiste français?, Paris, Fayard, 1981.

<sup>8.</sup> La proportion moyenne d'électeurs américains ayant fait leur choix dans les quinze derniers jours de campagne, voire le jour du scrutin, n'a cessé de progresser depuis les années 1950: lors de cette décennie, ils étaient 10 % en moyenne, dans les années 1960, 13 %, dans les années 1970 18,5 %, dans les années 1980, environ 19,5 %. Pour les trois dernières élections, la proportion d'hésitants culmine à 22 %.

r », on du néorire

niveau de perplexité des électeurs hexagonaux<sup>9</sup>. Le « vote d'isoloir », c'est-à-dire le choix d'un candidat au moment de glisser son bulletin dans l'enveloppe, a concerné près de 14 % des électeurs du premier tour selon une estimation de l'institut Louis Harris<sup>10</sup>.

Avec le développement des médias de masse et l'élévation générale du niveau de diplôme, la fonction de relais et de canal d'information qu'assumaient les partis<sup>11</sup> aurait perdu en importance, voire

<sup>9.</sup> Selon un sondage Ipsos effectué les 17 et 18 avril 2002, près de 30 % des personnes interrogées hésitaient encore entre plusieurs candidats et 11 % assuraient pouvoir changer d'avis.

<sup>10.</sup> Ce phénomène n'est pas nouveau. Ainsi, en 1995, le vote d'isoloir a permis à Lionel Jospin d'arriver en tête au premier tour, alors que les sondages réalisés quelques jours avant le scrutin laissaient prévoir un duel Édouard Balladur/Jacques Chirac. Ceci est confirmé quand on compare deux enquêtes menées par le Centre d'étude de la vie politique française (CEVIPOF) et la SOFRES en 1988 et 1995. En 1988, 8,5 % des personnes interrogées déclaraient avoir choisi leur candidat pendant la campagne et 11 % au « dernier moment ». En 1995, à la même question, ils sont 22,5 % à avoir fait leur choix pendant la campagne et 21,5 % au « dernier moment ». En sept ans, la proportion d'hésitants a plus que doublé. À noter qu'en 1988, deux « sortants » de l'exécutif s'affrontaient, comme en 2002, et pourtant le taux d'indécision était bien moindre.

<sup>11.</sup> À tel point que Pierre Bourdieu parlait de « choix à deux degrés » : « Choix d'un parti politique au sens cette fois d'organisation investie d'une délégation en matière de politique et fournissant une "ligne" politique sur un ensemble de problèmes qu'il contribue à constituer comme politiques, et choix des réponses conformes à la "ligne" définie par ce parti ou délégation à ce parti du soin de répondre », Pierre Bourdieu, « Questions de politiques », Actes de la recherche en sciences sociales, 16, 1977, p. 71. Ce choix tend quasiment à une remise de soi, les citoyens « ordinaires » remettant aux partis non seulement le soin de les défendre (ce qui est une fonction

en monopole. Les électeurs pourraient s'informer directement et disposeraient des ressources cognitives suffisantes pour se faire eux-mêmes leurs opinions. Désormais, ce qui compterait dans les choix électoraux ne serait plus le soutien du parti à un candidat mais le candidat lui-même, sa personnalité et son programme<sup>12</sup>.

Dans une perspective behavioriste, si le lien partisan se distend, c'est le signe que l'attitude qui le fondait s'estompe. Martin Wattenberg l'explique par la perte de centralité des partis, qui ne pourraient plus être considérés comme les pierres angulaires des rapports individuels au politique. Cependant, plus radicalement, ne peut-on pas considérer que c'est le modèle psychologique qui était à la base de l'identification partisane qu'il convient de revoir ? Après tout, alors même que le behaviorisme prenait son essor dans la science politique, il était déjà contesté par un nouveau courant, le cognitivisme. Ce courant vise à comprendre les mécanismes de décision des individus, leur manière de traiter les informations, les biais de décision et les raccourcis qu'ils peuvent être amenés à effectuer pour faire des choix complexes, et le vote est probablement l'un des plus complexes. D'une certaine manière, le cognitivisme essaye de comprendre la « boîte noire » de la décision que le behaviorisme et ses modèles dérivés se gardaient bien d'ouvrir.

normale de la démocratie représentative) mais aussi le soin de formuler leurs opinions (ce qui est pourtant le rôle normatif du citoyen en démocratie), et constitue un symptôme pour Pierre Bourdieu des effets de domination en politique.

<sup>12.</sup> Voir Martin Wattenberg, The Decline of American Political Parties: 1952-1988, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1990, et The rise of Candidate-centered Politics: Presidential Elections of the 1980s, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1991.

En outre, avec le développement de nouveaux outils d'investigation sociopolitique, comme la possibilité d'utiliser dans les sondages d'opinion des expérimentations, une attention particulière a été apportée aux modes de raisonnements politiques <sup>13</sup>. Philip Converse <sup>14</sup> avait distingué une minorité de citoyens sophistiqués, les « idéologues », de la masse des autres. Selon lui, seuls les premiers disposaient de réelles positions politisées sur les enjeux ; les seconds soit ne répondaient pas, soit le faisaient au hasard. Estce à dire que leurs opinions étaient aussi volatiles qu'un modèle de « pile ou face » le laisserait supposer ? Et dans ce cas, pourquoi et comment votaient-ils ? Or, les analystes de l'opinion publique ont mis en évidence une série de biais en montrant que selon la formulation des questions <sup>15</sup>, selon leur ordre dans le questionnaire <sup>16</sup>, les résultats peuvent varier considérablement. Le saut paradigmatique

<sup>13.</sup> Voir Paul M. Sniderman, Richard Brody et Philip Tetlock, Reasoning and Choice: Explorations in Political Psychology, Cambridge, Cambridge University Press, 1991; John Zaller, The Nature and Origins of Mass Opinion, Cambridge, Cambridge University Press, 1992; James H. Kuklinski (ed.), Citizens and Politics: Perspectives from Political Psychology, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

<sup>14.</sup> Voir Philip Converse, «The Nature of Belief Systems in Mass Publics», dans David Apter (ed.), Ideology and Discontent, New York (N. Y.), Free Press, 1964.

<sup>15.</sup> Il a même été constaté en France que le nombre et l'ordre des modalités de réponse pouvaient avoir une incidence sur les opinions recueillies, voir Jean-Paul Grémy, « Questions et réponses : quelques résultats sur les effets de la formulation des questions dans les sondages », Sociétés contemporaines, 16, décembre 1993, p. 165-176.

<sup>16.</sup> Par exemple, John Mueller a remarqué que selon qu'une question sur l'intervention américaine au Vietnam ou en Corée était ou non précédée par une question sur l'attitude de l'individu à l'égard du communisme, le soutien du public s'en trouvait

qui a mené au courant cognitiviste en science politique s'est effectué quand on a considéré ces variations non plus comme du bruit statistique ou des « non-attitudes » mais plutôt comme une interaction entre un libellé de question, ou un contexte particulier, et le système cognitif des individus. La réponse n'est plus alors considérée seulement comme la manifestation ou l'absence de prédispositions individuelles, mais comme le résultat d'une cognition<sup>17</sup>.

Le point commun des travaux du courant cognitiviste réside dans le fait qu'ils se fondent sur une notion de la rationalité différente de la rationalité « pure » du modèle économique, faisant du citoyen non plus un acteur rationnel-actif<sup>18</sup>, ou un acteur rationnel au sens économique du terme, mais un électeur raisonnant<sup>19</sup>. Dans la lignée de la rationalité limitée d'Herbert Simon<sup>20</sup>, les électeurs

fortement augmenté. Voir John Mueller, War, Presidents, and the Public Opinion, New York (N. Y.), Wiley, 1973.

<sup>17.</sup> Le titre de l'article de John Zaller et Stanley Feldman est révélateur de ce nouvel angle d'approche: « A Simple Theory of the Survey Response: Answering Questions versus Revealing Preferences », American Journal of Political Science, 36 (3), août 1992, p. 579-616.

<sup>18.</sup> Voir Gabriel Almond et Sydney Verba, The Civic Culture, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1963.

<sup>19.</sup> Pour un résumé, voir Vincent Tiberj, « Compétence et repérages politiques en France et aux États-Unis : une contribution au modèle de "l'électeur raisonnant" », Revue française de science politique, 54 (2), avril 2004, p. 261-287 ; Loïc Blondiaux, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », Revue française de science politique, 46 (5), octobre 1996, p. 753-779.

<sup>20.</sup> Pour une approche synthétique du concept, voir Herbert Simon, « Rationality in Political Behavior », Political Psychology, 16 (1), 1995, p. 45-63.

sont considérés comme des avares cognitifs minimisant le coût des choix qu'ils doivent faire. Par conséquent, confrontés à un ensemble de décisions complexes, comme le choix d'un président, voire d'une préférence de politiques publiques, ils utilisent des raccourcis cognitifs, parmi lesquels des éléments politiques stables comme les partis.

Ainsi, Paul M. Sniderman, Richard Brody et Philip Tetlock soulignent que « le public est remarquablement capable de placer correctement des groupes stratégiques sur les grands enjeux. En partie, cela est dû à une perception de la réalité, une connaissance des positions réelles des groupes, mais c'est aussi le produit d'un raccourci intellectuel, une "likability heuristic", qui permet à beaucoup de deviner qui se situe à gauche et qui se situe à droite, sans nécessairement en savoir beaucoup sur la politique ou l'idéologie<sup>21</sup> ». Forts de ce résultat, Paul M. Sniderman et Simon Jackman<sup>22</sup> ont proposé une nouvelle lecture du rôle des partis, en postulant qu'ils ont pour tâche de créer pour les électeurs un espace de choix. Plutôt que de laisser l'électeur faire seul son chemin en politique, les partis lui facilitent la tâche en construisant l'enjeu, ils simplifient le débat en fournissant des alternatives<sup>23</sup>.

<sup>21.</sup> Paul M. Sniderman, Richard Brody et Philip Tetlock, Reasoning and Choice, op. cit. [Traduction de l'auteur].

<sup>22.</sup> Voir Simon Jackman et Paul M. Sniderman, «The Institutional Organization of Choice Spaces: A Political Conception of Political Psychology», dans Kristen Monroe (ed.), Political Psychology, Mahway (N. J.), Lawrence Erlbaum, 2002, p. 209-224.

<sup>23.</sup> Cette idée trouve sa source dans le travail de Elmer Schattschneider, qui montrait notamment comment les partis américains simplifiaient les conflits divisant la société, voir Elmer Schattschneider, The Semisovereign People: A Realist's View of Democracy in America, New York (N. Y.), Holt, Rinehart and Winston, 1960.

De fait, les partis deviennent non seulement des fournisseurs de frames, de cadres de référence, mais également des marqueurs cognitifs pour les politiques proposées. Ils servent alors de *clés* pour l'individu, lui permettant de simplifier l'évaluation des politiques. Imaginons qu'un parti propose un politique publique, l'électeur a plusieurs choix, plusieurs chemins cognitifs pour l'évaluer : soit tenter de l'analyser en postulant les conséquences et les coûts, soit prendre un raccourci, suivre une heuristique en se fondant sur le parti qui la propose et le lien qu'il entretient avec lui (positif ou négatif, d'intensité forte ou faible).

#### L'érosion de la proximité partisane positive

La plupart des travaux américains auxquels nous avons fait référence portent sur un système politique spécifique, caractérisé par une stabilité du bipartisme étonnante au regard du système français. Républicains et Démocrates sont les deux principaux partis depuis la guerre de Sécession. On peut alors s'interroger sur la pertinence de ces analyses dans le cas du système partisan multipartite et mouvant français.

Quand on analyse l'évolution des réponses à la question « à la française » de proximité partisane, l'érosion du lien partisan n'est pas évidente. « En 1988, 17 % des personnes refusaient de répondre à cette question ou déclaraient qu'elles n'étaient proches d'aucun parti ; elles étaient 11 % en 1995 à adopter la même position ; elles ne sont plus que 6,5 % en 2002<sup>24</sup>. » Même en avril 2005, c'est-à-dire

<sup>24.</sup> Jean Chiche, Florence Haegel et Vincent Tiberj, «Érosion et mobilité partisanes», dans Bruno Cautrès et Nonna Mayer (dir.), Le Nouveau désordre électoral, Paris, Presses de Sciences Po, 2004, p. 255-278.

en dehors du contexte particulier d'une campagne électorale présidentielle, les « a-partisans » ne comptaient encore que pour 10 % des personnes interrogées. Si l'on considère l'intensité du lien partisan, l'érosion est, cette fois, repérable mais limitée : 40 % des personnes interrogées en 1988 se déclaraient très ou assez proches d'un parti contre 32 % en 2002. En revanche, dans le même temps, la conformité du vote au parti préféré n'a cessé de baisser, passant de 75 % en 1988 à 57 % en 2002.

#### Partisans positifs et partisans par défaut

Aux États-Unis, les politistes distinguent entre les *identifiers*, qui répondent « se penser comme républicain ou démocrate<sup>25</sup> », et les *leaners*, qui se considèrent plus proche d'un parti plutôt que d'un autre<sup>26</sup>, exprimant ainsi une préférence relative. Ces *leaners* constituent le groupe de partisans le plus proche de ce que mesure la proximité partisane en France. Mais la question utilisée traditionnellement dans les enquêtes françaises recouvre elle-même deux attitudes qui la distinguent de l'identification partisane américaine. « De quel parti vous sentez-vous le plus proche ou disons le moins éloigné ? » : avec un tel indicateur, on agrège la « proximité

<sup>25. «</sup> Generally speaking, do you usually think of yourself as a republican, a democrat, an independent or what? » (sources: American National Election Survey) [« De manière générale, vous pensez-vous plutôt comme républicain, démocrate, indépendant ou autrement? »].

<sup>26.</sup> Posée uniquement à ceux qui ne s'identifient ni aux Républicains, ni aux Démocrates, elle est libellée comme suit : « Do you think of yourself as closer to the Republican or the Democrat party ? » [« Vous sentez-vous plus proche du Parti républicain ou du Parti démocrate ? »].

positive » (le plus proche) et la « proximité par défaut » (le moins éloigné). Cette question « balaye » large et masque la réalité des liens partisans en mélangeant des logiques positive et négative. Or, il existe bien deux groupes forts différents : les « partisans positifs » et les « partisans par défaut ». Pour les premiers, le parti préféré suscite une adhésion, au moins minimale, aux acteurs qui l'incarnent, à son idéologie et à son programme. D'une certaine manière, ils constituent le « noyau dur » de l'électorat de chaque parti, même s'ils restent moins liés à ce parti que les *identifiers* américains. Pour les seconds, il s'agit d'évaluer la véritable logique de ce choix par défaut. Leur déclaration doit-elle être qualifiée de « non-attitude » et assimilée à une non-réponse cachée, ou faut-il la considérer comme une véritable évaluation, celle du moins mauvais choix partisan? Selon cette dernière perspective, la proximité par défaut serait, certes, moins mobilisatrice et fidélisatrice qu'une proximité positive, mais constituerait toutefois un choix motivé, au moins par la négative.

L'évaluation du nombre de partisans, en France, varie radicalement selon l'indicateur utilisé. Ces variations confirment, d'ailleurs, la pertinence de la distinction entre proximité positive et par défaut. Ainsi, la mention ou non du « moins éloigné » fait varier considérablement l'estimation du pourcentage de partisans. Si on suit la chronologie, il semble que la proportion de partisans par défaut ait progressé dans les dernières années. En 1995, dans la seule enquête qui compte deux mesures simultanées du lien partisan, la différence était de 32,5 %. Dans le présent quinquennat, on peut l'estimer entre 40 et 44,5 %. L'augmentation des partisans par défaut ne peut être expliquée par un effet de contexte d'élection présidentielle : même en prenant les enquêtes de 2004 (post-européenne) et 2005 (pré-référendum), l'écart s'avère supérieur à celui de 1995.

Tableau 10 : La proportion de partisans dans l'électorat, mesurée par différents indicateurs

	% de « partisans »
D'une manière générale, y a-t-il un parti ou mouvement politique dont vous vous sentez proche ? Et si oui, lequel ? (CEVIPOF, 1995)	56,5 %
Voici une liste de partis ou de mouvements politiques. Pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ? (CEVIPOF, 1995)	89 %
Voici une liste de partis ou de mouvements politiques. Pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ? (Panel électoral français, PEF, 2002)	93,5 %
Vous considérez-vous comme proche d'un parti politique en particulier ? Si oui, lequel ? (European Electoral Study, France, 2004)	49 %
Voici une liste de partis ou de mouvements politiques. Pouvez-vous me dire duquel vous vous sentez le plus proche ou disons le moins éloigné ? (CEVIPOF, 2005)	89 %

Il reste à déterminer si les partisans par défaut sont des a-partisans qui se cachent ou bien si leur relation déclarée à un parti est bien synonyme d'une réelle préférence, même si elle est d'une autre nature. Un premier moyen est de mesurer l'incidence des variables qui mesurent la compétence politique sur le type de proximité partisane. Un second moyen est de déterminer si les partisans par défaut se caractérisent par une moindre connaissance des partis politiques que les partisans positifs. Si les partisans par défaut se distinguent par des connaissances parcellaires dans le domaine politique, on pourra penser que leur déclaration de proximité

partisane obéit à une logique de non-réponse cachée plutôt qu'à une préférence politique réelle. Dans le cas inverse, notre hypothèse d'un lien partisan positif qui se distend dans l'électorat sera vérifiée.

Tableau 11: La proportion de partisans selon le type d'indicateurs, l'intérêt politique et le diplôme (« en % »)

	Proches d'un parti (1995)	Proches ou les moins éloignés d'un parti (1995)	Proches d'un parti (2004)	Proches ou les moins éloignés d'un parti (2005)
Moins du bac et pas intéressés par la politique	35	79,5	34,5	81
Moins du bac et intéressés par la politique	66,5	92,5	64	94
Bac et plus, pas intéressés par la politique	37,5	83,5	35	91
Bac et plus, intéressés par la politique	66,5	93,5	62	91,5

En tenant compte simultanément des niveaux de diplôme et d'intérêt des personnes interrogées, on saisit mieux les différences entre partisans positifs et partisans par défaut. Le diplôme permet généralement d'appréhender indirectement le niveau de compétence politique en termes de « stocks de connaissance ». L'intérêt politique est une variable plus complexe en ce qu'elle mesure à la fois la compétence des citoyens mais également leur niveau de défiance et d'acceptation des règles du jeu politique tel qu'il est pratiqué par les élites politiques<sup>27</sup>.

Si l'on cherche à différencier les partisans positifs et par défaut, la variable la plus discriminante n'est pas le niveau d'éducation mais le niveau d'intérêt politique. Ce résultat permet d'établir que le type de proximité (positive ou par défaut) que l'on entretient avec un parti ne dépend pas du capital culturel. En 1995<sup>28</sup>, les partisans positifs sont 35 % chez les individus titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat et 37,5 % chez les bacheliers ou plus. Quant aux partisans par défaut, ils sont 44,5 % dans le premier groupe et 46 % dans le deuxième. En revanche, l'effet spécifique de l'intérêt politique sur la proximité « positive » indique que celle-ci s'inscrit plus dans une logique d'acceptation des règles du jeu que dans celle de la compétence politique. Être intéressé par la politique c'est aussi admettre que la politique telle qu'elle se fait, notamment à travers les affrontements partisans, convient. Il est donc logique que ce soit les personnes intéressées qui soient le plus souvent des partisans positifs en 1995 et en 2004 (respectivement 66,5 % et 64 %) et que les « pas intéressés » comptent plus de partisans par défaut.

Il reste alors à évaluer si ce lien par défaut peut tout de même être assimilé à une préférence politique, certes moins forte qu'un lien positif. L'enquête CEVIPOF de 1995 permet de mesurer la

<sup>27.</sup> Voir notamment Gérard Grunberg, « Sondages et participation politique », dans Bertrand Badie et Pascal Perrineau (dir.), Le Citoyen, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 165-182.

<sup>28.</sup> Il est probable que ces proportions se reproduisent en 2004, compte tenu de la similitude observée pour les deux questions de proximité partisane positive, même s'il n'est pas possible de faire cette distinction, faute de l'utilisation simultanée des deux indicateurs de proximité partisane.

cohérence de la proximité des partisans par défaut avec leur positionnement sur une échelle gauche/droite, d'une part, et la manière dont ils placent les partis sur cette échelle, d'autre part. 29

Tableau 12 : La cohérence entre la proximité partisane déclarée et la position sur l'axe quuche/droite

Niveau d'intérêt	Partisans par défaut <sup>29</sup>	Partisans positifs
Pas du tout intéressés	0,62	0,69
Peu intéressés	0,62	0,77
Assez intéressés	0,75	0,85
Très intéressés	0,79	0,86

Sources: CEVIPOF, 1995.

À l'examen des coefficients de corrélation, le choix des partisans par défaut « peu ou pas du tout intéressés » est cohérent, même s'il paraît moins clair que pour les partisans positifs. Ces électeurs choisissent bien en fonction de leurs prédispositions idéologiques. 91 % des « pas du tout intéressés » de gauche désignent un parti du même camp, 93 % des individus ayant le même niveau d'intérêt mais se plaçant à droite choisissent un parti classé à droite. Les résultats sont similaires pour les « peu intéressés ». Si les corrélations augmentent avec le niveau d'intérêt politique ou entre les partisans par défaut et les partisans positifs, c'est avant tout parce qu'un faible intérêt politique se conjugue souvent avec le refus de se placer sur l'axe gauche/droite ou en se plaçant sur la position

<sup>29.</sup> Tous les coefficients sont des R de Pearson et significatifs à 0,01.

refuge du centre, confirmant l'hypothèse d'une distanciation des individus concernés avec la politique telle qu'elle se fait.

Il était également demandé, dans cette enquête, aux personnes interrogées de situer sur un axe gauche/droite les différents partis français. Or, on constate que les partisans par défaut peu ou pas du tout intéressés par la politique reconstruisent correctement l'espace politique. À l'exception des écologistes - dont on sait qu'ils sont difficiles à classer à l'époque -, le pourcentage de placement juste oscille entre 73,5 et 80,5 % pour les « pas du tout intéressés » et entre 75,5 et 85,5 % pour les « peu intéressés ». Le choix des partisans par défaut ne peut donc être considéré comme une « réponse de façade », au hasard. Ils sont idéologiquement cohérents dans leur choix partisan, mais la relation qu'ils entretiennent à l'égard du parti choisi révèle une plus grande distance, une forme de proximité critique.

### Les a-partisans en France, un rejet complet des partis?

Les a-partisans, autrement dit ceux qui refusent de désigner un parti préféré ou même simplement moins éloigné, le sont-ils par incompétence ou par refus? Cette question est d'autant plus importante que s'ils ne savent pas situer les partis, il y a de bonnes chances pour que le politique leur soit inintelligible et qu'ils ne puissent profiter des « clés partisanes » nécessaires à la construction de l'espace des enjeux politiques.

Dans l'enquête de 1995<sup>30</sup>, ces a-partisans sont plus souvent les moins diplômés (16 % des sans-diplômes et 13 % parmi les diplômés du primaire et du secondaire, contre 9 % parmi les

<sup>30.</sup> Le même phénomène se retrouve encore dans les enquêtes de 2002 et 2005.

diplômés du supérieur), et les catégories populaires (16 % des ouvriers et 13 % des employés, contre 8 % des cadres et professions intellectuelles supérieures). Mais surtout, la variable déterminante (elle élimine toutes les autres quand on utilise une méthode de modélisation comme une régression logistique<sup>31</sup>) est le niveau d'intérêt politique : 31 % des personnes pas du tout intéressées par la politique sont des a-partisans ; c'est aussi le cas de 13 % de celles qui se déclarent peu intéressées, alors que seulement 6,5 % et 5,5 % des personnes assez et des très intéressées entrent dans cette catégorie. Peu intéressés par la politique, ces a-partisans rejettent, dans la même logique, les catégories de la gauche et de la droite : 55 % des a-partisans se déclarent ni de gauche, ni de droite en 1995, et 60 % en 2005.

Et pourtant, ces a-partisans savent placer les partis politiques. À l'exception des écologistes (seulement 40,5 % de placements justes), en 1995, ils sont entre 72 et 86,5 % à situer correctement les partis dans l'espace gauche/droite. L'écart de placement juste entre les partisans et les a-partisans va de 1 % pour le FN à 10 % pour le placement du PCF. On peut donc considérer que ces personnes ne déclarent aucune proximité partisane non parce qu'elles ne connaissent pas les partis mais parce qu'elles refusent d'en choisir un. Elles résistent à l'inscription dans le jeu politique même si elles en connaissent, pour l'essentiel, les logiques d'organisation. Qu'elles comprennent le jeu politique n'en font pas pour autant des électeurs « stratèges »<sup>32</sup> puisqu'elles se caractérisent, comme on l'a vu, par un faible intérêt pour la politique.

<sup>31.</sup> Un modèle expliquant l'a-partisanisme uniquement par l'intérêt obtient un pseudo R2 de 5 %. Quand on utilise le genre, le diplôme, l'âge, l'intérêt et la profession, il passe à 6 %.

<sup>32.</sup> Philippe Habert et Alain Lancelot, «L'émergence d'un nouvel électeur? », dans Philippe Habert, Le Nouvel électeur, Paris, Vinci, 1996, p. 21-58.

#### **306** | Partis politiques et système partisan en France

Le lien partisan des électeurs français a donc bien évolué. Le lien partisan positif a subi une érosion, notamment avec la progression d'environ dix points dans la dernière décennie des partisans par défaut. Mais ce changement de nature du lien partisan ne permet pas de conclure à la disparition des partis dans l'électorat. Être apartisan ou partisan par défaut n'implique pas que les partis deviennent des objets cognitifs dépassés. Pour preuve, en 1995, les électeurs savaient les situer, et en 2004, on retrouve peu ou prou le même phénomène<sup>33</sup>. Ne pas se sentir proche d'un parti n'empêche nullement que les partis restent des « labels », selon l'expression de Pierre Bourdieu<sup>34</sup>, qui permettent aux électeurs de se repérer dans le flot des informations politiques auquel ils sont confrontés. Enfin, d'autres liens partisans existent, notamment les liens négatifs.

## Les ennemis : la « négativisation » des rapports aux partis

Helena Catt<sup>35</sup> a souligné, il y a déjà dix ans, le biais scientifique qui conduit généralement à mobiliser des modèles explicatifs positifs dans l'étude des comportements électoraux. Si les électeurs votent pour un candidat ou pour une liste soutenue par un parti, c'est parce qu'ils les considéreraient comme les meilleurs, les plus proches de leurs préférences politiques. Or, il est probable que de

<sup>33.</sup> Voir Bruno Cautrès et Vincent Tiberj, « Une sanction du gouvernement mais pas de l'Europe : les élections européennes de juin 2004 », Cahiers du Cevipof, 41, 2005, p. 103-107.

<sup>34.</sup> Pierre Bourdieu, « Questions de politiques », art. cité.

<sup>35.</sup> Voir Helena Catt, Voting Behavior: A Radical Critique, Londres, Leicester University Press, 1996.

nombreux électeurs se déterminent d'abord en fonction du moins mauvais terme d'une alternative.

Après l'épisode du 5 mai 2002, où les électeurs de gauche ont pour la plupart voté Jacques Chirac plutôt que Jean-Marie Le Pen, les preuves apparaissent évidentes. Mais le système politique français n'engage pas seulement des choix négatifs quand les circonstances sont exceptionnelles comme lors de la dernière élection présidentielle. Plus banalement, l'évaluation du moins mauvais choix est faite par de nombreux sympathisants de petits partis qui sont généralement absents des seconds tours. Les reports de voix d'un tour de scrutin à l'autre ne sont pas nécessairement des choix positifs. D'ailleurs, en 1995, nous avons estimé<sup>36</sup> que 14 % des électeurs étaient dans cette situation au second tour : n'ayant ni sympathie pour Lionel Jospin, ni sympathie pour Jacques Chirac, ils n'étaient en mesure de choisir entre eux que par la comparaison de leur antipathie. Pour la plupart, ces électeurs négatifs étaient proches de partis absents du second tour (16 % parmi les proches de l'UDF, 22 % pour les écologistes, 23,5 % pour les proches du PCF et 31,5 % pour les proches du FN; un a-partisan sur quatre étant dans la situation d'un vote négatif). Leur dilemme se solde par une moindre mobilisation (58 % de participation déclarée parmi les votants négatifs, contre 83 % parmi les positifs), mais leur contribution au résultat final n'est pas négligeable puisqu'ils comptent pour 10,5 % des suffrages exprimés en 1995. Il y a fort à parier que ces électeurs négatifs vont prendre de plus en plus d'importance, notamment avec la défiance croissante à l'égard des responsables

<sup>36.</sup> Vincent Tiberi, Le Choix d'un président : les modes d'évaluation des électeurs français (1995) et américains (1996), thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2002, p. 488-494.

politiques et la montée du lien partisan par défaut. Ainsi, dans le cas hypothétique où Jacques Chirac et Lionel Jospin se seraient retrouvés au second tour de l'élection de 2002, les votants négatifs auraient compté pour 19 % de l'électorat, une augmentation de cinq points par rapport à la présidentielle de 1995.

Au-delà même du choix électoral, les liens partisans négatifs sont au cœur des cognitions politiques ordinaires des électeurs. Savoir de quel côté on se trouve, ce que permet le lien partisan positif, est parfois aussi utile que de savoir où l'on ne se situe pas. Après tout, dans le flot d'informations politiques auquel les électeurs sont confrontés, certaines sont produites par le ou les parti(s) dont ils se sentent proches, d'autres par les organisations auxquelles ils s'opposent, adversaires ou ennemis; et les unes comme les autres ne se répondent pas obligatoirement. Certains enjeux seront mis en avant par un parti A et négligés par un parti B (par exemple, l'immigration a longtemps été un enjeu de l'extrême droite). Et, même quand le parti A répond au parti B, plus leur niveau de conflictualité est fort, plus l'individu est à même de se déterminer, plus il gagne en cohérence dans ses opinions<sup>37</sup>. Pour permettre aux électeurs de se prononcer, clés partisanes négatives et positives participent donc à égalité.

La comparaison dans le temps des indicateurs de rejet partisan n'est pas aisée. Les questions n'ont pas le même libellé, ni d'ailleurs la même échelle de réponse. Dans les enquêtes de 1988 et 2002, il était demandé aux personnes interrogées de déterminer pour quel(s) parti(s) elles ne voteraient en aucun cas. En 2004, c'est une probabilité de vote qui est mesurée en dix positions. Il serait donc attendu de mesurer en 2004 un éclatement des réponses plus défavorables

<sup>37.</sup> Voir Simon Jackman et Paul M. Sniderman, « The Institutional Organization of Choice Spaces », art. cité.

Tableau 13: L'évolution du rejet partisan entre 1988 et 2004\*

	Ne voterait en aucun cas (1988)	Ne voterait en aucun cas (2002)	du tout probable (1988-		du tout (1988- probable (2004)		Évolution (2002- 2004)
LO/LCR	50,5	55	62	+ 12	+ 7		
PCF	52	42	50	- 2	+ 8		
PS	12	17	21	+ 9	+ 4		
Verts/ écologistes	10,5	26	27	+ 16,5	+ 1		
UDF	12	20,5	29	+ 17	+ 7,5		
UMP/RPR	21	21	33	+ 12	+ 12		
FN	70	81	77	+ 7	- 4		

<sup>\*</sup> Lecture du tableau : % d'individus déclarant un rejet partisan.

aux partis, ne serait-ce que par la simple multiplication des modalités de réponse et le bruit statistique qui pourrait en découler. À ce présupposé inféré des théories probabilistes s'ajoute aussi un effet théorique. Pour un individu, attribuer une probabilité de vote de 1 ou 2 marque déjà une forme de distance partisane, la probabilité qu'il vote pour ce parti est donc un événement quasiment impossible. Ici encore, on devrait donc s'attendre à une plus faible part des réponses les plus négatives en 2004 quand on les compare aux enquêtes précédentes.

Il n'en est rien, bien au contraire, car en seize ans, le mouvement d'ensemble est celui d'une augmentation du rejet partisan. Autrement dit, de manière symétrique, à mesure que la proximité partisane par défaut gagne dans l'électorat, augmente le rejet partisan, comme

si les partis ennemis venaient compenser la prise de distance avec le parti préféré. Le cas du FN, parti le plus rejeté et de loin, est particulier en ce qu'il est le seul à susciter un rejet partisan stable dans la période. Mais pour tous les autres, on constate une augmentation des liens négatifs qu'ils suscitent. En 1988, trois partis provoquaient un taux de rejet dans l'électorat égal ou inférieur à 12 % (PS, écologistes et UDF). Quant au RPR, il se distinguait déjà par un fort rejet (21 %), sans commune mesure toutefois avec les extrêmes qui suscitaient un refus de vote majoritaire dans l'électorat. Deux septennats plus tard, seul le PS garde un taux de rejet inférieur à 20 %, l'ancrage des Verts à gauche a multiplié son taux de rejet dans l'électorat par 2,5. D'une manière générale, tous les partis, sauf deux, voient la part d'électeurs refusant de voter pour eux croître de manière significative. Ces deux exceptions sont l'UMP (conséquence des événements de 2002 et du vote « républicain » du second tour de la présidentielle ?) et le PCF (effet probable de l'éclatement du bloc de l'Est ?).

Entre 2002 et 2004, l'importance du rapport négatif à l'offre politique se confirme et s'accroît. L'accroissement du rejet de l'UMP<sup>38</sup> semble également « contaminer » l'UDF malgré sa stratégie de partenariat critique. Des segments entiers de l'électorat traitent les deux partis de la droite modérée de manière indifférenciée. Le même mouvement se ressent aussi à gauche. Extrême gauche et PCF voient leurs taux de rejet respectifs augmenter significativement.

Le rejet partisan prend donc une importance grandissante dans l'opinion des Français, même s'il est loin d'être spécifique à la France<sup>39</sup>. Si cette perception négative persiste, elle peut avoir de

<sup>38.</sup> La droite de gouvernement est la première touchée dans cette période. Venant faire écho aux votes-sanction de la droite en 2004, un tel niveau de rejet ne pouvait pas être sans conséquence dans les urnes.

lourdes conséquences sur les raisons du vote (sanctionner ou protester plutôt qu'adhérer) et accroître les niveaux d'abstention (voter contre étant moins mobilisateur que voter pour quand il s'agit du choix d'un représentant).

#### Les partenaires : « l'espace des possibles » électoral

Le relâchement du lien positif à un parti, l'importance croissante d'un rapport par défaut (le moins éloigné), la relative labilité, y compris dans le court terme, de la proximité partisane, la plus grande fragilité du lien que cet indicateur entretient avec le vote et l'affaiblissement de sa capacité prédictive sont autant d'éléments qui indiquent que les préférences partisanes des électeurs ne peuvent plus être réduites à un seul parti. Les électeurs entretien-

<sup>39.</sup> Aux États-Unis, deux indicateurs mesurent la sympathie à l'égard des démocrates et des républicains (de 0 ° à 100 ° Fahrenheit) sur la période 1964-2000. La différence de sympathie movenne entre les deux partis est similaire en 1964 et à la fin des années 1990 (autour de 25 points au début et à la fin de la période), et pourtant le rapport aux partis a changé. La sympathie movenne des Américains pour leur parti préféré ne baisse pas de manière continuelle sur la période, on assiste même à une légère embellie en comparaison avec la fin des années 1970, mais elle est loin d'atteindre dans les années 1990 le pic qu'elle avait connu en début de période (autour de 62 °F contre 73 °F). Si le différentiel entre le parti préféré et le parti adverse se maintient, c'est avant tout à cause de l'antipathie croissante sur l'ensemble de la période à l'égard de l'autre camp : d'une moyenne de 45 °F dans les années 1960, la température à l'égard de l'adversaire est désormais inférieure à 35 °F.

nent vraisemblablement des liens positifs mais d'intensité variable avec plusieurs composantes de l'offre politique, ne serait-ce qu'à cause du système d'alliance bipolaire français ou du mode de scrutin à deux tours. Il se peut que leur parti « préféré » ne présente pas de candidat dans leur circonscription, auquel cas ils doivent reporter leurs préférences sur un autre candidat. Tout comme pour les proches des petits partis, il est relativement courant que leur candidat préféré soit absent du second tour. C'est pourquoi nous parlerons d'« espace des possibles » électoral, entendu comme l'ensemble des partis pour lesquels les électeurs sont susceptibles de voter dans l'absolu, ou encore les partis partenaires selon notre typologie. Pour définir empiriquement cette propension au vote, les questions portant sur la probabilité de vote utilisées dans les European Election Studies conviennent parfaitement. Pour une série de partis, la personne interrogée devait donner une probabilité de vote allant de 1 à 10. On peut considérer que l'espace des possibles électoral rassemble les composantes de l'offre politique qui recueille une probabilité de vote supérieure ou égale à 6. Autrement dit, on mesure strictement le lien positif aux différents partis, quelle qu'en soit l'intensité.

Pour 16,5 % des interviewés, aucun parti sur les sept testés (extrême gauche, PCF, PS, Verts, UDF, UMP, FN) n'obtient une probabilité égale ou supérieure à 6. Ces individus pourraient être marqués par leur faible niveau de compétence et démontrer ainsi leur difficulté à maîtriser le champ politique. Il n'en est rien, aucune des variables socioculturelles ne permet de prédire l'affectation d'un individu à cette catégorie. Ce sont les variables associées à la défiance politique, telles que l'appréciation du fonctionnement de la démocratie ou le non-alignement dans l'un des camps politiques français, qui sont à la source de cette absence de partis partenaires. 33 % des centristes sont dans ce cas, soit trois fois plus que ceux qui

se placent à gauche ou à droite, tout comme 25 % des pas du tout satisfaits du fonctionnement de la démocratie contre 9,5 % des très satisfaits. 86 % de ces individus ont d'ailleurs déclaré ne pas avoir de parti dont ils se sentent proches (dans cette enquête, une proximité positive). C'est donc bien un effet de la crise de la confiance politique qui est ici en jeu.

28 % des personnes interrogées donnent une probabilité de vote supérieure ou égale à 6 à un seul parti, 32 % le font pour deux partis et 16 % pour 3. Les trois quarts de l'échantillon sont donc dans l'une de ces trois modalités de l'indicateur. L'espace des possibles des électeurs français est donc un espace relativement limité, loin d'englober l'ensemble des composantes de l'offre politique. Il se limite d'ailleurs le plus souvent au camp politique dans lequel se situent les individus, quand ceux-ci en ont un. Quand ces « politiquement alignés » n'ont que deux partis dans leur espace des possibles, dans 88 % des cas, les deux partis appartiennent au camp dans lequel ils se situent. Quand trois partis constituent l'espace des possibles, dans 62 % des cas, ils appartiennent tous au même camp. Ce n'est qu'à partir de quatre partis dans l'espace des possibles que les chances que l'un d'entre eux appartiennent au camp adverse dépassent les 50 %, et dans ce cas, rappelons que ne sont concernés que 16 % de l'échantillon.

L'étendue de l'espace des possibles dépend de trois variables, par ordre décroissant d'importance : l'intérêt politique, le positionnement sur l'axe gauche/droite et l'âge. Plus on est intéressé par le politique, plus le nombre de partis dans son espace des possibles est important (en moyenne 1,9 pour les très et assez intéressés, 1,7 pour les peu intéressés et 1,3 pour les pas du tout intéressés). On peut y voir l'un des effets de la défiance politique, dont on a vu qu'elle entraîne une plus forte perception négative de l'offre politique, plutôt qu'un effet de compétence politique. D'ailleurs, comme on l'a déjà vu dans la caractérisation du type de proximité partisane, le niveau de diplôme habituellement associé à la compétence politique n'a pas non plus d'influence ici.

Pour la position sur l'axe gauche/droite, on aurait pu s'attendre à un espace des possibles plus étendu à mesure que l'individu se rapproche du centre, ce n'est pas le cas. Ceux qui sont idéologiquement alignés placent en moyenne 1,8 parti dans leur espace des possibles contre 1,4 pour ceux qui s'autopositionnent au centre. Ces derniers se caractérisent par une attitude générale plus négative à l'égard des partis, et non pas par une incapacité à hiérarchiser les composantes de l'offre politique. Somme toute, il est normal que ces individus qui refusent de se situer à gauche ou à droite soient aussi les plus distants à l'égard des acteurs politiques. Enfin, on constate une diminution moyenne de l'espace des possibles à mesure que l'âge des individus augmente (1,8 parti pour les moins de 35 ans, 1,7 pour les 35-64 ans et 1,4 pour les 65 ans et plus). Cette différence s'explique à la fois par l'existence de ce que l'on a appelé un moratoire politique<sup>40</sup>, les plus jeunes n'ayant pas encore cristallisé leur alignement politique, et par l'effet propre de la reproduction au long de la vie d'un choix partisan particulier, comme l'avait déjà démontré l'école de Michigan dans The American Voter. Enfin, on ne peut exclure un effet « génération », les plus anciens dans l'électorat ayant connu l'ère des partis et des affiliations politiques fortes, tandis que les nouvelles générations se caractérisent par la critique à l'égard de l'offre politique et la volonté d'autonomie qu'implique le postmatérialisme.

<sup>40.</sup> Voir Anne Muxel, L'Expérience politique des jeunes, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

Tableau 14: Les probabilités de vote en fonction de l'affiliation politique et de la proximité partisane\*

	LO/ LCR	PCF	PS	Verts	UDF	UMP	FN
Proximité partisane <sup>41</sup>							
PCF	3,9	8,6	6,7	4,7	2,1	1,9	1,2
PS	2,8	3,6	<u>9,1</u>	5,6	2,9	2,2	1,4
Les Verts	3,1	3,1	5,3	<u>8,2</u>	2,9	2,6	1,3
UDF	1,2	1,3	3,2	2,9	<u>8,6</u>	6,7	1,6
UMP	1,2	1,2	2,5	2,5	5,7	<u>8,6</u>	2,2
Position gauche/droite							
Très à gauche	3,4	4,1	<u>7,6</u>	5,2	2,3	2,0	1,6
À gauche	2,7	3,3	<u>7,7</u>	6,0	3,2	2,5	1,3
Centre	2,1	2,4	<u>4,9</u>	4,1	4,3	3,8	2,1
À droite	1,8	1,9	4,2	3,6	5,5	<u>6,2</u>	2,1
Très à droite	1,7	1,7	2,9	2,7	5,5	<u>7,1</u>	3,2

<sup>\*</sup> Lecture du tableau : probabilité de vote moyenne pour chaque parti en fonction de la proximité partisane ou de l'axe gauche/droite. En souligné sont figurés les partis pour lesquels les individus sont les plus susceptibles de voter, en gras, les deuxièmes partis les plus susceptibles d'être choisis.

Globalement, la cohérence entre alignement politique des individus et espace des possibles électoral est forte. Les partis de gauche n'obtiennent des probabilités moyennes de vote supérieures à 5 que si les individus s'y placent également. Le résultat est le même pour les partis de la droite modérée. Les probabilités de vote des partis de

<sup>41.</sup> Pour des raisons de fiabilité statistique, nous n'avons pris en compte que les proximités partisanes rassemblant plus de quarante individus.

gauche décroissent régulièrement à mesure que l'on progresse vers la droite, l'effet est inverse pour les partis de droite ou d'extrême droite. Les électeurs ont beau être de plus en plus critiques et autonomes à l'égard de l'offre politique, ils continuent néanmoins à la hiérarchiser selon les schèmes politiques traditionnels.

À gauche, plusieurs lignes de clivage apparaissent. D'abord, on ne peut que constater le rôle du parti dominant et fédérateur assumé par le PS, arrivant en deuxième position pour les proches du PCF et des Verts, toujours fidèles à l'ancienne gauche plurielle. D'ailleurs, les communistes sont largement plus positifs à l'égard des socialistes (probabilité moyenne de 6,7) que les Verts (5,3). Ce constat étonne, il pourrait même être considéré comme contreintuitif puisque sociologiquement les électorats vert et socialiste sont plus proches que ne le sont les électorats socialiste et communiste. L'explication tient peut-être tout simplement à l'ancienneté politique du couple politique que forme depuis les années 1970 les communistes et les socialistes. S'agissant des communistes, cette appréciation positive du grand frère socialiste est d'autant plus marquante que l'extrême gauche, malgré une plus forte proximité idéologique au niveau des organisations, est nettement rejetée (probabilité de vote de 3,9 en moyenne). En 2004, les proches du PCF font clairement le choix électoral de la gauche de gouvernement plutôt que du pôle de radicalité que constituerait un vote pour la mouvance trotskyste. Le jugement symétrique n'est pas partagé par les socialistes qui préfèrent voter pour les Verts (moyenne de probabilité de vote de 5,6) plutôt que pour le PCF (3,6). Quant aux Verts, ils rejettent quasiment autant l'UDF, l'extrême gauche et le PCF. Globalement, les individus se situant très à gauche ou à gauche donnent des probabilités de vote supérieures à 5 uniquement au PS et aux Verts, signalant que le déclin du PCF se poursuit bien dans l'électorat de gauche.

À droite, une situation de symétrie tronquée entre l'UMP et l'UDF est repérable. Il semble que la stratégie de François Bayrou ait déplu aux proches de l'UMP, son parti ne recueillant qu'une probabilité moyenne de 5,7, alors que les proches des centristes accordent au parti chiraquien une probabilité moyenne de 6,7. On peut également noter que l'UDF ne séduit pas les personnes refusant de se classer sur l'axe gauche/droite. Plus négatives à l'égard des partis politiques, ces dernières déclarent des probabilités de vote plus favorables au PS qu'à l'UDF ou aux Verts. En 2004 - et donc dans une conjoncture spécifique -, l'écart est marquant entre les deux partis dominants de l'espace politique français : l'UMP recueille une moyenne de 3,8 et le PS de 4,9.

Encore une fois, il faut souligner que la maîtrise de cet espace des possibles n'est pas affaire de compétence politique. Parmi le groupe des peu diplômés peu intéressés par la politique, les probabilités moyennes de vote sont toutes plus basses que dans le reste de l'électorat, mais les logiques précédemment mises en lumière sont les mêmes. Ce groupe d'électeurs est moins positif à l'égard des partis de son camp mais tout aussi négatif que les autres électeurs, plus compétents, à l'égard des partis adversaires ou ennemis. Le PS par exemple recueille des probabilités moyennes autour de 6,6 chez les peu diplômés peu intéressés de gauche (contre 7,7 pour l'ensemble des électeurs de gauche), mais ils rejettent tout autant l'UDF (2,2), l'UMP (2,3) ou le FN (1,8). Être négatif peut fournir les outils cognitifs et les incitations nécessaires pour déposer un bulletin, fût-ce pour sanctionner plutôt qu'adhérer.

Cette exploration de la multiplicité et des métamorphoses du lien partisan conduit d'abord à réévaluer la thèse du déclin partisan. Certes, le rapport au parti préféré perd en intensité, voire en pertinence quand il s'agit du vote. Parmi les panélistes interrogés dans le Panel électoral français de 2002, seulement 63 % ont répondu à trois reprises de la même facon à la question de la proximité partisane traditionnelle<sup>42</sup>. Certes, il change de nature, que ce soit avec la montée des *leaners* aux États-Unis ou avec la proximité partisane par défaut en France. Dès lors, parler de « partis sans partisans »<sup>43</sup>, bien qu'exagéré, peut se justifier. Mais il serait sans doute plus heuristique de prendre en compte la panoplie des rapports aux partis présents dans l'électorat. Liens positifs et négatifs coexistent dans l'électorat, en France et ailleurs, avec des intensités diverses allant du rejet à l'adhésion. Les partis suscitent moins d'adhésion mais ils sont toujours des marqueurs, des labels ; ils prennent toujours en charge la structuration du débat et permettent aux électeurs de se faire une opinion sur les questions politiques auxquelles ils ont à répondre. De ce point de vue, ils persistent dans le système cognitif des électeurs. Partis sans partisans, peut-être, mais électeurs sans parti, aucunement.

Cette étude conduit également à s'interroger sur le décalage entre le système partisan tel qu'il est structuré par la compétition politique et la perception qu'en ont les électeurs. Ce système « d'en bas » n'est ni tout à fait un autre ni tout à fait le même que le système « d'en haut ». On y retrouve les logiques politiques de la compétition politique (notamment la prégnance de la distinction gauche/droite), mais les alliances interpartisanes, voire les distances entre partis, sont loin d'être reproduites à l'identique. C'est le cas des sympathisants communistes qui préfèrent la gauche

<sup>42.</sup> Voir Jean Chiche, Florence Haegel et Vincent Tiberj, «Érosion et mobilité partisanes », art. cité.

<sup>43.</sup> Martin Wattenberg et Dalton Russel (eds), Parties without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies, Oxford, Oxford University Press, 2000.

modérée à l'extrême gauche, c'est aussi le cas par exemple des sympathisants socialistes qui délaissent l'allié historique au profit des Verts, ou des sympathisants UMP qui sont loin de reproduire à l'identique pour l'UDF l'attitude des proches de l'UDF à l'égard de l'UMP. Se font jour à travers la délimitation de l'espace des possibles des individus, des tensions dans l'électorat, finalement peu prises en compte à l'échelle des organisations partisanes ellesmêmes; tensions qui, potentiellement, peuvent à terme faire évoluer la structure de la compétition politique.